

## L'Europe par la démocratie

Par Jean Monnet

Depuis vingt-trois ans que j'ai quitté la vie terrestre, j'ai suivi avec bonheur le cheminement lent mais sûr de l'Europe vers son unité. L'Union est en passe d'atteindre ses frontières naturelles : dès 1956 je pensais que nous devrions y *accueillir l'Angleterre, ensuite les Scandinaves et enfin peut-être la Pologne*. La réalisation du marché unique au 1<sup>er</sup> janvier 1993, puis la création de l'Euro, marquent l'accomplissement du cycle ouvert le 9 mai 1950 par l'action courageuse de Robert Schuman. Il n'est pas anodin que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, qui fut le levain de cette première phase de l'Union, se soit dissoute en cette année 2002.

Car c'est maintenant que le projet change de nature. A vrai dire, *je n'ai jamais douté que ce processus nous mène un jour à des Etats-Unis d'Europe*, et plus précisément qu'*à travers l'union monétaire, l'Europe deviendrait un corps politique en moins de cinq ans*. Comme prévu, le système institutionnel que j'avais contribué à créer, fondé sur une Commission défendant l'intérêt communautaire mais sans identité politique, a désormais atteint la fin de sa vie.

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis l'an dernier à Laeken l'avaient compris, et l'idée de lancer une Convention, comme celle de Philadelphie il y a deux siècles pour les Etats-Unis d'Amérique, était bonne. *Giscard est doué d'esprit d'analyse. Son esprit est ouvert au changement et, dans cette perspective, l'Europe lui paraît une étape naturelle. Sa capacité d'action sera-t-elle à la mesure de sa remarquable intelligence ?* Il est en train, hélas !, de prouver que non.

Dans l'échec désormais inévitable de la Convention, le gouvernement de la France porte certes une lourde responsabilité. Aucune initiative ne peut être attendue de ses représentants, prisonniers, comme le chef de l'Etat lui-même, des réflexes stériles de l'administration que leur passé d'énarques leur a irrémédiablement transmis. *J'ai beaucoup d'estime pour l'administration française, mais il est évident qu'elle n'est pas faite pour établir un plan qui doit changer le visage du pays. Son rôle est au contraire de maintenir l'état des choses qu'on lui confie. Les hauts fonctionnaires qui la dominent ont toutes les qualités, sauf l'esprit d'entreprise. Pour transformer la France, il faudrait d'abord transformer les grands corps de l'Etat et peut-être les écoles où on les fabrique.*

Les Allemands, sans les Français, ne peuvent pas progresser. L'inaction française laisse donc l'initiative aux Anglais, qui cherchent naturellement à en profiter pour se créer un statut privilégié dans l'Union ; or *l'expérience m'a prouvé qu'il n'est pas bon que les Anglais obtiennent des conditions particulières et une situation spéciale dans leurs rapports avec les autres, ni même qu'ils puissent espérer en bénéficier*. En un mot, les débats de la Convention n'ont aucune chance d'aboutir à une solution durable pour l'Europe. *La racine commune en est la souveraineté nationale qui empêche la manifestation de l'intérêt général. L'Europe des Etats souverains n'est pas capable de tirer d'elle-même, quelle que soit la bonne volonté de ses dirigeants, les décisions sages qui s'imposent pour le bien commun*. La Convention débouchera sur un modèle intergouvernemental qui ne fonctionnera pas, parce qu'il ne peut pas fonctionner.

A vrai dire, la Convention ne pouvait sans doute pas réussir, car il faudra un peu de temps pour mesurer la profondeur du changement actuel d'orientation du projet européen. Beaucoup de partisans sincères de l'intégration jugent les institutions actuelles aptes à supporter ce changement ; ils se trompent. Ils seront *décus, ceux qui croyaient encore que le gouvernement de l'Europe sortirait un jour tout armé du corps des institutions de la Communauté économique. La Communauté, en effet, a un objet limité aux solidarités inscrites dans les traités, et je savais dès l'origine que leur progrès s'arrêterait aux limites où commence le pouvoir politique. Là, il faudrait à nouveau inventer. La Commission économique européenne, le Conseil, l'Assemblée, la Cour sont certes un modèle préfédéral, mais non les organes mêmes de la fédération politique de l'Europe qui naîtra d'un acte créateur spécifique exigeant une nouvelle délégation de souveraineté*, cet acte créateur qui doit maintenant être préparé avec détermination. *La véritable autorité politique dont se doteront les démocraties européennes reste à concevoir et à réaliser.*

La méthode des changements progressifs et limités, à laquelle certains observateurs ont cru devoir donner mon nom, n'est plus adaptée. *Une action d'ensemble est devenue nécessaire. Il ne s'agit plus*

*de convaincre. Les peuples d'Europe sont convaincus. Il ne s'agit plus de surmonter les obstacles techniques en tenant compte des difficultés politiques du moment. L'heure est passée. Il faut compléter l'organisation de l'Europe et négocier un traité entre l'Europe et les Etats-Unis. Examinons d'un peu plus près ces deux points.*

Premièrement, *Il faut compléter l'organisation de l'Europe*, en la rendant démocratique. Sans dissoudre la vie politique des Etats, le jeu démocratique doit désormais aussi se jouer à l'échelle de l'Union. Il faut, en d'autres termes, que les missions actuellement dévolues à la Commission soient prises en charge par un organe européen élu, sur la base de la confrontation de programmes européens portés par des partis politiques européens. L'affirmation du jeu partisan à l'échelle de l'Europe est la condition très simple d'exercice d'une vraie démocratie européenne, à laquelle le jeu intergouvernemental ne saurait se substituer. *Quant à l'insuffisante intégration des parlements nationaux dans la décision communautaire, c'est une question largement nationale de contrôle de l'exécutif par le législatif. Certains parlements parviennent très bien à contrôler les positions de leur gouvernement au Conseil lorsqu'ils le jugent utile.*

Deuxièmement, *Il faut négocier un traité entre l'Europe et les Etats-Unis.* Certes, le gouvernement actuellement installé à Washington ne rend pas les choses faciles ; mais la cohésion de l'Occident démocratique reste inséparable de celle de l'Europe, comme il y a cinquante ans. Les Américains s'en rendront compte, peu à peu. *Etre la plus grande puissance au monde est une situation solitaire et dangereuse. Elle signifie une responsabilité presque illimitée envers les autres et aussi, si injuste que cela soit, elle fait naître le soupçon et l'envie. Elle oblige à certaines vertus : le contrôle sur soi et la générosité. Quand on est le plus fort, il faut être généreux et l'on ne garde sa supériorité que si l'on ne cherche pas à l'imposer. Or, les successeurs de Kennedy ont quelquefois donné l'impression qu'un grand dessein était abandonné et que les Etats-Unis retombaient dans la tentation de la supériorité solitaire. Mais pour que la cohésion de l'Ouest soit durable, il faut établir des rapports de partenaires égaux entre l'Europe et les Etats-Unis, en même temps que progresse l'unification européenne. C'est possible, car au fond d'eux-mêmes les Américains ne sont pas impérialistes, ils sont seulement efficaces. Une initiative institutionnelle transatlantique doit nécessairement accompagner l'affirmation de la démocratie européenne.*

La crise politique qui commence en Europe, et que l'échec de la Convention fera éclater au grand jour, ne doit pas nous faire peur ; *j'ai toujours pensé que l'Europe se ferait dans les crises et qu'elle serait la somme des solutions qu'on apporterait à ces crises.* Pour ma part, *je ne suis ni surpris ni mécontent de cette accumulation d'obstacles qui montre que nous nous approchons du cœur du problème*, qui est l'existence d'une démocratie européenne. *A la densité des résistances se mesurent les progrès du changement. A nouveau, les Européens n'ont le choix qu'entre l'Union et un long déclin.* Cela signifie que les prochains mois, les prochaines années, seront difficiles, et que nous aurons souvent à résister à la tentation du découragement. Peut-être même l'élargissement à l'Europe de l'Est sera-t-il reporté, mais il ne faudra pas s'en affoler : *tout est toujours plus long qu'on ne le pense, et c'est pourquoi il ne faut pas s'assigner de limites de temps pour réussir. En réalité, l'esprit européen subsiste et tient tout en place, même lorsqu'on ne le voit plus au niveau des gouvernements. Si les Européens surmontent ensemble leur crise démocratique, ils en ressortiront plus forts qu'ils ne l'ont jamais été. Nous allons vers notre but, les Etats-Unis d'Europe, dans une course sans retour. Je l'avais écrit dès 1947 :*

*« D'abord, nous devons moderniser la France. Sans une France forte, il ne peut pas y avoir d'Europe. Ensuite nous devons unir l'Europe de l'Ouest. Lorsque celle-ci sera unifiée et prendra de l'assurance, elle attirera à elle l'Europe de l'Est. Et cette grande Europe unissant l'Est et l'Ouest sera une puissance et une force de paix pour le monde. »*

Jean Monnet (1888-1979) a été le premier titulaire de la *Presidential Medal of Freedom* des Etats-Unis (1963) et de la *Citoyenneté d'Honneur de l'Europe* (1976).

*Les mots et phrases en italique de cet article sont extraits des textes publiés des discours, lettres et mémoires de Jean Monnet. Mise en forme : Nicolas Véron (octobre 2002)*